

Délibération n° 2021-07-01/11

Objet : Convention de mise à disposition de locaux entre la Commune de Pérols et Montpellier Méditerranée Métropole

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 01 JUILLET 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi premier juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi vingt-cinq juin 2021, s'est réuni à 09h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guilhaume, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 17

Secrétaire de séance : Christiane PISTRE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Fabrice IRANZO - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ.

Absents représentés : Marc PELLET *pouvoir* à Jocelyne TAVERNE, Olivier BOUDET *pouvoir* à Jean-Pierre RICO, Patricia NIVASSE *pouvoir* à Jean-Pierre RICO, Brigitte RODRIGUEZ *pouvoir* à Christiane PISTRE, Michel LITTON *pouvoir* à Mario MARCOU, Francine BOYER *pouvoir* à Christiane PISTRE, Pascale MARCHAL *pouvoir* à Fabrice IRANZO, Benoît DELTOUR *pouvoir* à Mario MARCOU, Romain CASAS-MATEU *pouvoir* à Fabrice IRANZO, Laurie BELTRA *pouvoir* à Jocelyne TAVERNE, Isabelle GIANIEL *pouvoir* à Philippe CATTIN-VIDAL, Laurent TATON *pouvoir* à Cathy PROST.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

Dans le cadre de la compétence voirie de Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune met à disposition de la Métropole des locaux pour son personnel et les matériels. Pour raison de continuité de service suite au transfert de la compétence voirie en 2016, les agents métropolitains doivent demeurer présents sur les lieux mis à disposition.

La commune met à disposition de la Métropole des locaux situés rue de la Camargue, rue Font Martin, rue Jean Monnet, composés de bureaux, d'ateliers, de locaux de stockage et de stationnement pour une superficie totale de 585,60 m².

La mise à disposition de l'ensemble des biens est à titre gracieux.

La Métropole remboursera à la Commune la quote-part des charges lui incombant pour les locaux sur une base forfaitaire, annuelle, à hauteur d'un montant de 14 000,00 euros TTC payable semestriellement à terme échu. Les charges comprennent l'éclairage, le chauffage, le nettoyage, les contrats de maintenance et d'entretien. Le montant des charges forfaitaires pourra être révisé suivant les conditions inscrites dans la convention.

La présente convention est conclue pour l'année 2021. Elle est renouvelable tacitement 5 fois pour la même durée d'un an. En cas de non reconduction pour l'une ou l'autre des parties, un courrier devra être adressé au cocontractant avec un préavis de trois mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver la convention annexée à la présente délibération.
- Autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'adjoint délégué, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

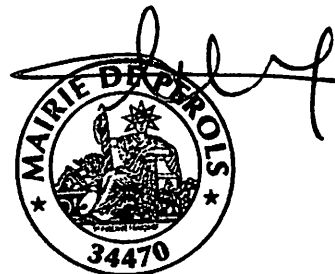
Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 1^{er} juillet 2021

Le Maire

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.